

Projet d'ordonnance portant assentiment à l'accord de coopération du (date) entre la Région de Bruxelles-Capitale, la Région flamande et la Région wallonne, relatif aux communautés religieuses locales reconnues de cultes reconnus, dont le ressort territorial s'étend sur le territoire de plus d'une Région.

Exposé des motifs

Aux termes de l'article 92bis, §2, h de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, il est prévu que « *Les Régions concluent en tout cas des accords de coopération pour le règlement des questions relatives : (...) aux fabriques d'églises et aux établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, dont l'activité dépasse les limites d'une région* ».

Le projet d'accord de coopération joint à la présente ordonnance d'assentiment consacre les principes suivants : l'établissement cultuel plurirégional est soumis aux règles qui sont d'application dans la région où le bâtiment principal du culte est établi. Cela vaut tant pour les règles encadrant le fonctionnement que pour celles concernant la tutelle.

En matière d'approbation des budgets et comptes annuels du passé, le projet d'accord octroie à la Région de Bruxelles-Capitale la compétence pour la fabrique d'église cathédrale de Bruxelles (SS. Michel et Gudule) et à la Région flamande la compétence pour la fabrique d'église cathédrale de Malines (Saint-Rombaut).

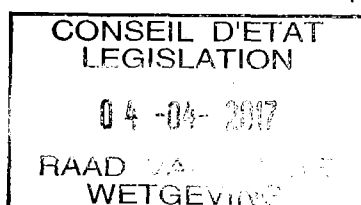
Commentaire des articles

Art. 1. Cet article prévoit le principe de base selon lequel le fonctionnement et la tutelle relative aux établissements culturels plurirégionaux sont soumis aux règles qui sont d'application dans la région où le bâtiment principal du culte est établi.

Art. 2. Cet article précise les obligations des communes et des provinces (ou de la Région de Bruxelles-Capitale, en vertu de l'article 83 *quinquies* de la loi spéciale du 12 janvier 1989) à l'égard des établissements culturels plurirégionaux.

Art. 3. Le premier paragraphe de cet article précise que les clés de répartition relatives aux obligations des différentes administrations communales ou provinciales concernées à l'égard des établissements culturels plurirégionaux correspondent aux clés de répartition qui ont été fixées lors de la reconnaissance de la communauté religieuse en question. Le deuxième alinéa de ce paragraphe prévoit une procédure d'avis. La commune ou la province où le bâtiment principal du culte est établi doit demander aux autres administrations communales ou provinciales concernées d'émettre un avis sur les documents de planification financière. Il peut s'agir du plan pluriannuel, du budget et de ses modifications (pour la Région flamande) ou bien uniquement du budget et de ses modifications (pour les deux autres régions). Cette obligation d'avis doit permettre d'éviter que les autres administrations concernées se trouvent tout d'un coup confrontées à des obligations, alors qu'elles n'étaient nullement impliquées dans le processus de décision préalable. Il est également prévu une sanction: une administration qui omet de solliciter les avis nécessaires, devra assumer la totalité des obligations à l'égard de l'établissement cultuel visé. La charge incombant aux autres entités concernées est dès lors à charge de l'entité qui est restée en défaut. Pour ce qui concerne les comptes annuels, la seule obligation prévue consiste à informer les autres administrations. Dans ce cas-ci, il n'est pas prévu de sanction, puisque le compte annuel reflète la situation de fait et ne constitue pas un document de planification qui génère des droits et des obligations.

Le deuxième paragraphe de cet article contient un règlement dérogatoire pour les fabriques d'églises-cathédrales et les résidences archiépiscopales de l'archevêché de Malines-Bruxelles. Celui-ci instaure une simplification de la situation existante. Il n'est pas touché aux frontières de l'archevêché.



61318/44

En effet, c'est une décision qui ne peut être prise que par les autorités ecclésiastiques, puisque les autorités civiles ne peuvent pas se mêler de l'organisation interne d'un culte. La seule chose qui est adaptée, c'est le règlement concernant les obligations administratives et financières à l'égard des fabriques d'églises-cathédrales de l'archevêché et des résidences de l'archevêque. Au lieu de répartir les obligations, au prorata de la part de chaque acteur concerné, il n'y a à chaque fois qu'une seule Région ou province qui est rendue responsable. A partir de l'entrée en vigueur de l'accord de coopération, toutes les obligations pour la fabrique d'église-cathédrale de Malines (Saint-Rombaut) seront à charge de la province d'Anvers et toutes les obligations pour la fabrique d'église-cathédrale de Bruxelles (SS. Michel et Gudule) seront à charge de la Région de Bruxelles-Capitale. Pour les deux résidences archiépiscopales, la même règle s'applique : la totalité des obligations est respectivement à charge de la province d'Anvers et de la Région de Bruxelles-Capitale. Cela signifie donc que les clés de répartition complexes et les procédures y afférentes sont abandonnées.

Art. 4. Cet accord de coopération doit également offrir une solution pour la situation actuelle de fait, dans laquelle les budgets, les modifications budgétaires et les comptes annuels de la fabrique d'église cathédrale de Malines (Saint-Rombaut) ne sont plus approuvés. En vertu de l'article 94, §2, de la LSRI, il revient aux autorités fédérales (en la personne du Ministre de la Justice) d'approuver ces documents, mais en pratique, ce n'est pas fait. Afin de sortir de cette impasse, il est prévu que les budgets, les modifications budgétaires et les comptes annuels datant de la période entre le 1^{er} janvier 2002 et la date de l'entrée en vigueur de l'accord de coopération doivent être approuvés par le Gouvernement flamand (pour la fabrique d'église-cathédrale Saint-Rombaut de Malines) et par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale (pour celle de Bruxelles). Cette disposition doit assurer que la bonne mise en œuvre de l'accord de coopération n'est nullement entravée.

Art. 5. Cet article prévoit qu'aucune nouvelle communauté cultuelle plurirégionale ne pourra plus être reconnue après l'entrée en vigueur de l'accord de coopération. Évidemment, il est loisible à chaque culte de déterminer sa propre organisation et d'organiser ses propres communautés religieuses. La restriction au territoire d'une seule région n'est d'application que pour les communautés religieuses qui demandent à être reconnues, et ce dès lors que la reconnaissance d'une communauté cultuelle locale entraîne des dépenses obligatoires à charge des pouvoirs publics. Il s'agit donc ici d'une simplification administrative et budgétaire : à partir de l'entrée en vigueur de l'accord de coopération, une seule autorité régionale sera concernée par le financement des communautés cultuelles locales nouvellement reconnues.

Art. 6. Cet article prévoit une entrée en vigueur rétroactive de l'accord de coopération, au 1^{er} janvier 2017. Cette rétroactivité est justifiée par un accord à ce sujet entre les 3 régions parties à l'accord de coopération ainsi que la Province d'Anvers, la Province de Brabant flamand et la Province de Brabant wallon. Un tel accord était nécessaire afin de permettre à la Région de Bruxelles-Capitale et aux Provinces précitées d'élaborer leurs budgets respectifs.

Dispositif

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Sur la proposition de son Ministre-Président,

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Assentiment est donné à l'accord de coopération du (date) entre la Région de Bruxelles-Capitale, la Région flamande et la Région wallonne, relatif aux communautés religieuses locales reconnues de cultes reconnus, dont le ressort territorial s'étend sur le territoire de plus d'une Région.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au Moniteur belge.

Bruxelles, le ...

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,



Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
Rudi VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au Développement,
Guy VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
chargé de l'Emploi, de l'Economie et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,
Didier GOSUIN

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
chargé de la Mobilité et des Travaux publics,
Pascal SMET

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Energie,
Céline FREMAULT

Ontwerp van ordonnantie houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van (datum) tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het Vlaams Gewest en het Waals Gewest, met betrekking tot de erkende plaatselijke geloofsgemeenschappen van erkende erediensten waarvan het grondgebied meer dan één gewest bestrijkt.

Memorie van toelichting

Artikel 92bis, § 2, h van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, bepaalt dat *"de Gewesten in ieder geval samenwerkingsakkoorden sluiten voor de regeling van de aangelegenheden die betrekking hebben: (...) op de kerkfabrieken en op de instellingen die belast zijn met het beheer van de temporalieën van de erkende erediensten die de grenzen van een gewest overschrijden"*.

Het ontwerp van samenwerkingsakkoord dat als bijlage bij deze instemmingsordonnantie is gevoegd, hanteert de volgende principes: de gewestoverschrijdende eredienstinstelling wordt onderworpen aan de regels die van toepassing zijn in het gewest waar het hoofdgebouw van de eredienst gevestigd is. Die regel geldt zowel voor de werking als voor het toezicht.

Wat de goedkeuring van de vroegere begrotingen en jaarrekeningen betreft, maakt het ontwerpakkoord het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevoegd voor de kathedrale kerkfabriek Brussel (Sint-Michiël-en-Sint-Goedele) en het Vlaams Gewest bevoegd voor de kathedrale kerkfabriek Mechelen (Sint-Rombout).

Artikelsgewijze bespreking

Art. 1. Dit artikel legt het basisprincipe vast dat de werking van en het toezicht op de gewestoverschrijdende eredienstinstellingen onderworpen zijn aan de regels die van toepassing zijn in het gewest waar het hoofdgebouw van de eredienst gevestigd is.

Art. 2. Dit artikel bepaalt de verplichtingen van de gemeenten en provincies (of van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, krachtens artikel 83 *quinquies* van de bijzondere wet van 12 januari 1989) ten aanzien van de gewestoverschrijdende eredienstinstellingen.

Art. 3. Luidens de eerste paragraaf van dit artikel stemmen de verdeelsleutels voor de verplichtingen van de verschillende gemeente- of provinciebesturen ten aanzien van de gewestoverschrijdende eredienstinstellingen overeen met de verdeelsleutels die vastgelegd zijn bij de erkenning van de desbetreffende geloofsgemeenschap. Het tweede lid van dezelfde paragraaf voorziet in een adviesprocedure. De gemeente of de provincie waar het hoofdgebouw van de eredienst gevestigd is, moet de andere betrokken gemeente- of provinciebesturen vragen een advies uit te brengen over de financiële planningsdocumenten. Het kan gaan om het meerjarenplan, de begroting en de wijzigingen daarvan (voor het Vlaams Gewest) of enkel om de begroting en de wijzigingen daarvan (voor de andere twee gewesten). Die adviesplicht moet helpen vermijden dat de andere betrokken besturen plots verplichtingen opgelegd krijgen, zonder dat zij op enigerlei wijze betrokken waren bij het voorafgaande besluitvormingsproces. Er is eveneens voorzien in een sanctie: wanneer een bestuur nalaat de nodige adviezen in te winnen, moet zij alle verplichtingen ten aanzien van de beoogde eredienstinstelling op zich nemen. De lasten van de andere betrokken overheden zijn in dat geval voor rekening van de overheid die in gebreke is gebleven. Wat de jaarrekeningen betreft, is enkel voorzien in de verplichting om de andere besturen te informeren. Voor dat onderdeel is geen sanctie vastgelegd, aangezien de jaarrekening een weerspiegeling is van de feitelijke toestand en geen planningsdocument dat rechten en plichten teweegbrengt.

De tweede paragraaf van dit artikel bevat een afwijkende regeling voor de kathedrale kerkfabrieken en de aartsbisschoppelijke residenties van het aartsbisdom Mechelen-Brussel. Zij zorgt voor een vereenvoudiging van de bestaande situatie. Er wordt niet geraakt aan de grenzen van het aartsbisdom.

Een beslissing daarover kan immers enkel genomen worden door de kerkelijke autoriteiten, aangezien de burgerlijke overheden zich niet mogen mengen in de interne organisatie van een eredienst. Het enige dat wordt aangepast, is de regeling in verband met de administratieve en financiële verplichtingen ten aanzien van de kathedrale kerkfabrieken van het aartsbisdom en de residenties van de aartsbisschop. In plaats van de verplichtingen te verdelen in verhouding tot het aandeel van iedere betrokken speler, wordt telkens slechts één Gewest of provincie verantwoordelijk gesteld. Zodra het samenwerkingsakkoord in werking treedt, vallen alle verplichtingen voor de kathedrale kerkfabriek Mechelen (Sint-Rombout) ten laste van de provincie Antwerpen en alle verplichtingen voor de kathedrale kerkfabriek Brussel (Sint-Michiël-en-Sint-Goedele) ten laste van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Voor de twee aartsbisschoppelijke residenties is dezelfde regel van toepassing: alle verplichtingen vallen respectievelijk ten laste van de provincie Antwerpen en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Dat betekent dus dat afgestapt wordt van de complexe verdeelsleutels en de daaraan verbonden procedures.

Art. 4. Het samenwerkingsakkoord moet tevens een oplossing bieden voor de huidige feitelijke situatie, waarin de begrotingen, de budgettaire wijzigingen en de jaarrekeningen van de kathedrale kerkfabriek Mechelen niet meer goedgekeurd worden. Krachtens artikel 94, §2 van de BWHI, is het de taak van de federale overheid (in de persoon van de Minister van Justitie) om die stukken goed te keuren, maar in de praktijk gebeurt dat niet. Om uit die impasse te geraken, is bepaald dat de begrotingen, de budgettaire wijzigingen en de jaarrekeningen uit de periode tussen 1 januari 2002 en de datum van de inwerkingtreding van het samenwerkingsakkoord goedgekeurd moeten worden door de Vlaamse Regering (voor de kathedrale kerkfabriek Sint-Rombout van Mechelen) en door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering (voor die van Brussel). Deze regeling moet ervoor zorgen dat de goede uitvoering van het samenwerkingsakkoord op generlei wijze in het gedrang komt.

Art. 5. Dit artikel bepaalt dat na de inwerkingtreding van het samenwerkingsakkoord geen nieuwe gewestoverschrijdende eredienstgemeenschap meer erkend kan worden. Het staat elke eredienst uiteraard vrij om zijn eigen organisatie te bepalen en zijn eigen geloofsgemeenschappen te organiseren. De beperking tot het grondgebied van één gewest is enkel van toepassing voor de geloofsgemeenschappen die vragen om erkend te worden, aangezien de erkenning van een plaatselijke eredienstgemeenschap verplichte uitgaven met zich meebrengt die ten laste zijn van de openbare besturen. Het betreft hier dus een administratieve en budgettaire vereenvoudiging: zodra het samenwerkingsakkoord in werking treedt, zal slechts één gewestelijke overheid betrokken worden bij de financiering van de nieuw erkende plaatselijke eredienstgemeenschappen.

Art. 6. Dit artikel bepaalt dat het samenwerkingsakkoord met terugwerkende kracht in werking treedt op 1 januari 2017. Deze terugwerkende kracht is verantwoord door een akkoord hierover tussen de 3 gewesten die partij zijn bij het samenwerkingsakkoord en de provincies Antwerpen, Vlaams-Brabant en Waals-Brabant. Een dergelijk akkoord was nodig zodat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de voornoemde provincies hun respectievelijke begrotingen konden samenstellen.

Dispositief

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Op voordracht van haar Minister-President,

Na beraadslaging,

Besluit:

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Instemming wordt betuigd met het samenwerkingsakkoord van (datum) tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het Vlaams Gewest en het Waals Gewest, met betrekking tot de erkende plaatselijke geloofsgemeenschappen van erkende erediensten waarvan het grondgebied meer dan één gewest bestrijkt.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

Brussel,

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,



De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
Rudi VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
belast met Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking,
Guy VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
belast met Tewerkstelling, Economie, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,
Didier GOSUIN

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
belast met Mobiliteit en Openbare Werken,
Pascal SMET

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
belast met Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie,
Céline FREMAULT

Samenwerkingsakkoord tussen het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de erkende plaatselijke geloofsgemeenschappen van de erkende erediensten, waarvan de gebiedsomschrijving het grondgebied van meer dan één gewest bestrijkt.

Accord de coopération entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale, relatif aux communautés religieuses locales reconnues de cultes reconnus, dont le ressort territorial s'étend sur le territoire de plus d'une Région.

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 6, § 1, VIII, 6° ingevoegd bij de bijzondere wet van 13 juli 2001, en artikel 92bis, §2, h), ingevoegd bij de bijzondere wet van 13 juli 2001 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 maart 2004;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, artikel 42 en 83 quinquies;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 30 mei 1994 tussen de federale overheid, de Vlaamse Gemeenschap, het Vlaams Gewest, de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de verplichte overheveling zonder schadeloosstelling van het personeel en de goederen, rechten en verplichtingen van de provincie Brabant naar de provincie Vlaams-Brabant, de provincie Waals-Brabant, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschapscommissies bedoeld in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, en naar de federale overheid, artikel 46;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 27 mei 2004 tussen de Federale Overheid, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de erkenning van de erediensten, de wedden en pensioenen van de bedienaars, der erediensten, de kerkfabrieken en de instellingen belast met het beheer van de temporalien van de erkende erediensten, gewijzigd door [het samenwerkingsakkoord van 2 juli 2008;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 6, § 1^{er}, VIII, 6°, inséré par la loi spéciale du 13 juillet 2001, et l'article 92bis, § 2, h), inséré par la loi spéciale du 13 juillet 2001 et modifié par la loi spéciale du 16 mars 2004 ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, articles 42 et 83 quinquies ;

Vu l'Accord de coopération du 30 mai 1994 entre l'autorité fédérale, la Communauté flamande, la Région flamande, la Communauté française, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale pour le transfert obligatoire, sans indemnisation, du personnel et des biens, droits et obligations de la Province de Brabant vers la Province de Brabant wallon, la Province de Brabant flamand, la Région de Bruxelles-Capitale, les Commissions communautaires visées à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, et vers l'autorité fédérale, article 46 ;

Vu l'accord de coopération du 27 mai 2004 entre l'Autorité fédérale, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale en ce qui concerne la reconnaissance des cultes, les traitements et pensions des ministres des cultes, les fabriques d'église et les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, modifié par l'accord de coopération du 2 juillet 2008 ;



Gelet op de wet van 18 germinal jaar X, "relative à l'organisation des cultes", artikel 61 en 71;

Gelet op het Keizerlijk Decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, artikel 111;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten, hoofdstuk II;

Gelet op de wet van 5 april 1962 houdende erkenning van de wijzigingen aan het aartsbisdom Mechelen en van de oprichting van het bisdom Antwerpen, artikel 2 en 4, gewijzigd bij de wet van 26 juni 1967 en bij de wet van 10 maart 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 april 1995 tot uitvoering van de wet van 5 april 1962 houdende erkenning van de wijzigingen aan het aartsbisdom Mechelen en van de oprichting van het bisdom Antwerpen en van de wet van 4 maart 1870 op de temporalien van de erediensten, artikel 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 oktober 1995;

Gelet op het overleg in de commissie vermeld in artikel 5 van het samenwerkingsakkoord van 2 juli 2008;

Overwegende dat de gebiedsomschrijving van het Aartsbisdom Mechelen-Brussel, als erkend door de wet van 5 april 1962 en latere wijzigingen, de provincie Vlaams-Brabant, de provincie Waals-Brabant, het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad en het administratief arrondissement Mechelen in de provincie Antwerpen omvat, met uitzondering van de kantons Lier en Heist-op-den-Berg;

Overwegende dat de Aartsbisschop van Mechelen-Brussel overeenkomstig artikel 2 van de wet van 5 april 1962 twee evenwaardige residenties heeft: een residentie in Mechelen en een residentie in Brussel, alsook twee kathedrale kerken: Sint-Rumoldus in Mechelen en Sint-Michiël en Sint-Goedele in Brussel; dat beide kerken door een kathedrale kerkfabriek worden beheerd;

Overwegende dat geen woning ter beschikking van de bisschop wordt gesteld voor zijn residentie in Brussel;

Overwegende dat de provincie Antwerpen een aartsbisschoppelijk paleis als residentie aan de aartsbisschop ter beschikking heeft gesteld, waarvan het zogenaamde voormalig refugium van Sint-Truiden deel uitmaakt;

Vu la loi du 18 Germinal an X relative à l'organisation des cultes, articles 61 et 71 ;

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, l'article 111 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, le chapitre II ;

Vu la loi du 5 avril 1962 reconnaissant les modifications de l'archevêché de Malines et la création de l'évêché d'Anvers, les articles 2 et 4, modifiés par les lois du 26 juin 1967 et du 10 mars 1999 ;

Vu l'arrêté royal du 10 avril 1995 portant exécution de la loi du 5 avril 1962 reconnaissant les modifications de l'archevêché de Malines et la création de l'évêché d'Anvers et la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, l'article 1er, modifié par l'arrêté royal du 17 octobre 1995 ;

Vu la concertation au sein de la commission, visée à l'article 5 de l'accord de coopération du 2 juillet 2008 ;

Considérant que le ressort de l'archevêché de Malines-Bruxelles, tel que reconnu par la loi du 5 avril 1962 et ses modifications ultérieures, comprend la province du Brabant flamand, la province du Brabant wallon, l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale et l'arrondissement administratif de Malines sis dans la Province d'Anvers, à l'exception des cantons de Lier et de Heist-op-den-Berg ;

Considérant que, conformément à l'article 2 de la loi du 5 avril 1962, l'archevêque de Malines-Bruxelles a deux résidences équivalentes : une résidence à Malines et une résidence à Bruxelles, ainsi que deux églises cathédrales : la Cathédrale Saint-Rombaut à Malines et la Cathédrale des Saints-Michel-et-Gudule à Bruxelles ; que les deux églises sont gérées par une fabrique d'église cathédrale ;

Considérant qu'aucune habitation n'est mise à disposition de l'évêque pour sa résidence à Bruxelles ;

Considérant que la province d'Anvers a mis un palais archiépiscopal à la disposition de l'archevêque comme résidence, dont l'ancien refugium de Saint-Trond fait partie ;

Overwegende dat de provincies Antwerpen en Brabant, bij overeenkomst van 24 augustus 1971 goedgekeurd door hun bestendige deputaties, over de verdeling van de kosten die voortvloeien uit de twee residenties, hebben beslist;

Overwegende dat vanaf 1 januari 1995, de provinciale lasten met betrekking tot beide kathedrale kerkfabrieken en beide residenties gedragen worden door de provincie Vlaams-Brabant, de provincie Waals-Brabant, de provincie Antwerpen en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de gebiedsomschrijving van andere erkende plaatselijke geloofsgemeenschappen van een erkende eredienst het grondgebied van meer dan één gewest bestrijkt;

Het Vlaams Gewest, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van haar minister-president en van de Vlaamse viceminister-president belast met Binnenlandse Zaken, Inburgering, Wonen, Gelijke Kansen en Armoedebestrijding;

Het Waals Gewest, vertegenwoordigd door de Waalse Regering in de persoon van haar minister-president en de Waalse minister van Lokale Overheden, Wonen, en Sportinfrastructuur;

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, in de persoon van haar minister-president;

Hun eigen bevoegdheden gezamenlijk uitoefenend, zijn overeengekomen hetgeen volgt:

Artikel 1. Voor de werking van en het toezicht op het bestuur van de eredienst van een erkende plaatselijke geloofsgemeenschap, waarvan de gebiedsomschrijving het grondgebied van meer dan één gewest bestrijkt, zijn de regels van het gewest waar het hoofdgebouw van de eredienst van de geloofsgemeenschap zich bevindt, van toepassing.

Art. 2. De verplichtingen van de gemeenten en de provincies ten opzichte van de besturen van de eredienst van de erkende plaatselijke geloofsgemeenschappen, waarvan de gebiedsomschrijving het grondgebied van meer dan één gewest bestrijkt, en ten opzichte van de bedienaars van de eredienst van de geloofsgemeenschappen, zijn de verplichtingen vermeld in artikel 92 en 106 van het Keizerlijk Decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken.

Art. 3. §1. Voor de financieringsverplichtingen ten

Considérant que les provinces d'Anvers et du Brabant, par convention du 24 août 1971 approuvées par leurs députations permanentes, ont décidé de la répartition des frais résultant des deux résidences ;

Considérant que depuis le 1^{er} janvier 1995, les charges provinciales relatives aux deux fabriques d'église cathédrales et aux deux résidences sont supportées par la province du Brabant flamand, la province du Brabant wallon, la province d'Anvers et la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que d'autres communautés religieuses locales reconnues d'un culte reconnu ont une circonscription territoriale qui s'étend sur plus d'une région ;

La Région flamande, représentée par le Gouvernement flamand, en la personne de son Ministre-Président et de la Vice Ministre-Présidente flamande en charge des Affaires Intérieures, de l'intégration, du logement, de l'égalité des chances et de la lutte contre la pauvreté ;

La Région wallonne, représentée par le Gouvernement wallon, en la personne de son Ministre-Président et du Ministre wallon des Pouvoirs Locaux, du Logement et des Infrastructures sportives ;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en la personne de son Ministre-Président ;

Exerçant conjointement leurs propres compétences, ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Les règles relatives au fonctionnement et au contrôle de l'administration du culte d'une communauté religieuse locale reconnue, dont le ressort territorial s'étend sur le territoire de plus d'une Région, sont les règles applicables dans la Région où se situe le bâtiment principal du culte de la communauté religieuse.

Art. 2. Les obligations des communes et des provinces à l'égard des administrations du culte des communautés religieuses locales reconnues dont le ressort territorial s'étend sur le territoire de plus d'une Région, à l'égard des ministres du culte de ces communautés religieuses, sont les obligations fixées aux articles 92 et 106 du Décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises.

opzichte van de besturen van de eredienst van de erkende plaatselijke geloofsgemeenschappen, waarvan de gebiedsomschrijving het grondgebied van meer dan één gewest bestrijkt, blijven de verdeelsleutels die zijn bepaald op het ogenblik van de erkenning, van toepassing. Hetzelfde geldt voor de verplichtingen tegenover de bedienaars van de eredienst van die geloofsgemeenschappen.

De gemeente of provincie waarin het hoofdgebouw van de eredienst van de plaatselijke geloofsgemeenschap zich bevindt, wint het advies in van de andere betrokken gemeenten of provincies bij elk meerjarenplan van het betrokken bestuur van de eredienst en, in voorkomend geval, bij elke wijziging ervan, en bij elk budget en elke budgetwijziging.

Doet ze dat niet, dan komen alle verplichtingen ten laste van de gemeente of provincie waarin het hoofdgebouw van de eredienst van de plaatselijke geloofsgemeenschap zich bevindt. De gemeente of provincie waarin het hoofdgebouw van de eredienst van de plaatselijke geloofsgemeenschap zich bevindt, brengt de andere betrokken gemeenten of provincies op de hoogte van de jaarrekeningen van het betrokken bestuur van de eredienst.

§2. In afwijking van paragraaf 1, alsook van de wet van 18 germinal jaar X, van het Keizerlijk Decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken en van het koninklijk besluit van 10 april 1995 tot uitvoering van de wet van 5 april 1962 houdende erkenning van de wijzigingen aan het aartsbisdom Mechelen en van de oprichting van het bisdom Antwerpen, worden vanaf 1 januari 2017 alle financiële verplichtingen ten opzichte van de kathedrale kerkfabriek van Sint-Rumoldus te Mechelen en ten opzichte van de aartsbisschop voor het aartsbisschoppelijk paleis en het voormalig Refugium van Sint-Truiden en de Sint-Romboutskathedraal te Mechelen gedragen door de provincie Antwerpen, en worden vanaf 1 januari 2017 alle financiële verplichtingen ten opzichte van de kathedrale kerkfabriek van Sint-Michiël en Sint-Goedele te Brussel, ten opzichte van de aartsbisschop voor zijn residentie in Brussel en ten opzichte van de kathedrale kerkfabriek van Sint-Michiël en Sint-Goedele te Brussel, gedragen door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 4. In afwijking van de wet van 18 germinal jaar X, van het Keizerlijk Decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken en van het koninklijk besluit van 10 april 1995 tot uitvoering van de wet van 5 april 1962 houdende erkenning van de wijzigingen aan het aartsbisdom Mechelen en van de oprichting van het bisdom Antwerpen, zijn de begrotingen en jaarrekeningen van de kathedrale kerkfabriek van Sint-Rumoldus in Mechelen uit de periode tussen 1 januari 2002 en de datum van inwerkingtreding van deze

Art. 3. §1^{er}. Pour les obligations de financement à l'égard des administrations du culte des communautés religieuses locales reconnues dont le ressort territorial s'étend sur le territoire de plus d'une Région, les clés de répartition fixées au moment de leur reconnaissance sont applicables. Il en va de même pour les obligations à l'égard des ministres du culte de ces communautés religieuses.

La commune ou la province où se situe le bâtiment principal du culte de la communauté religieuse sollicite l'avis des autres communes ou provinces concernées concernant chaque plan pluriannuel de l'administration du culte concernée et chaque modification éventuelle, et concernant chaque budget et chaque modification budgétaire éventuelle.

A défaut, les obligations sont mises à charge de la commune ou de la province où se situe le bâtiment principal du culte de la communauté religieuse. La commune ou la province où se situe le bâtiment principal du culte de la communauté religieuse transmet, pour information des autres communes ou provinces concernées, les comptes annuels de l'administration du culte concernée.

§2. Par dérogation au paragraphe premier ainsi qu'à la loi du 18 Germinal an X, du décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, et de l'arrêté royal du 10 avril 1995 portant exécution de la loi du 5 avril 1962 reconnaissant les modifications de l'archevêché de Malines et la création de l'évêché d'Anvers, toutes les obligations financières à l'égard de la fabrique d'église cathédrale de Sint-Rumoldus à Malines, à l'égard de l'archevêque en ce qui concerne le palais archiepiscopal et l'ancien Refugium de Saint-Trond, et à l'égard de la Cathédrale Saint-Rombaut à Malines sont, dès le 1^{er} janvier 2017, supportées par la province d'Anvers, et toutes les obligations financières à l'égard de la fabrique d'église-cathédrale des Saints-Michel et Gudule à Bruxelles, à l'égard de l'archevêque pour sa résidence à Bruxelles, et à l'égard de la cathédrale des Saints-Michel et Gudule à Bruxelles sont, dès le 1^{er} janvier 2017, supportées par la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 4. Par dérogation à la loi du 18 Germinal an X, du décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, et de l'arrêté royal du 10 avril 1995 portant exécution de la loi du 5 avril 1962 reconnaissant les modifications de l'archevêché de Malines et la création de l'évêché d'Anvers, les budgets et les comptes annuels de la fabrique d'église cathédrale de Saint-Rombaut à Malines de la période entre le 1^{er} janvier 2002 et la date

samenwerkingsovereenkomst onderworpen aan de goedkeuring van de Vlaamse Regering.

In afwijking van de wet van 18 germinal jaar X, van het Keizerlijk Decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken en van het koninklijk besluit van 10 april 1995 tot uitvoering van de wet van 5 april 1962 houdende erkenning van de wijzigingen aan het aartsbisdom Mechelen en van de oprichting van het bisdom Antwerpen, zijn de begrotingen en jaarrekeningen van de kathedrale kerkfabriek van Sint-Michiël en Sint-Goedele in Brussel uit de periode tussen 1 januari 2002 en de datum van inwerkingtreding van deze samenwerkingsovereenkomst onderworpen aan de goedkeuring van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

Art. 5. Na de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord kan geen enkele nieuwe plaatselijke geloofsgemeenschap met een gebiedsomschrijving, die het grondgebied van meer dan één gewest bestrijkt, erkend worden.

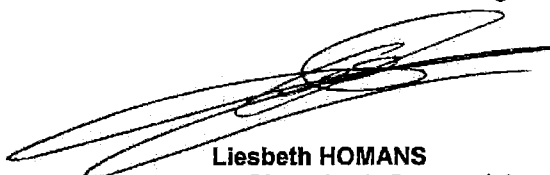
Art. 6. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op 1 januari 2017.

Opgemaakt te, op, in ... originele exemplaren

Voor het Vlaams Gewest,



Geert BOURGEOIS
Minister-President van de Vlaamse Regering



Liesbeth HOMANS
Vlaams minister van Binnenlands Bestuur, Inburgering,
Wonen, Gelijke Kansen en Armoedebestrijding

d'entrée en vigueur du présent accord de coopération sont soumis à l'approbation du Gouvernement flamand.

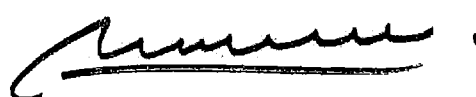
Par dérogation à loi du 18 Germinal an X, du décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, et de l'arrêté royal du 10 avril 1995 portant exécution de la loi du 5 avril 1962 reconnaissant les modifications de l'archevêché de Malines et la création de l'évêché d'Anvers, les budgets et les comptes annuels de la fabrique d'église cathédrale de Saints-Michel-et-Gudule à Bruxelles de la période entre le 1er janvier 2002 et la date d'entrée en vigueur du présent accord de coopération sont soumis à l'approbation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 5. Après l'entrée en vigueur du présent accord de coopération, aucune nouvelle communauté religieuse locale dont le ressort territorial s'étend sur le territoire de plus d'une Région ne pourra être reconnue.

Art. 6. Le présent accord de coopération entre en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

30 MARS 2017
Fait à, le, en 3 exemplaires originaux

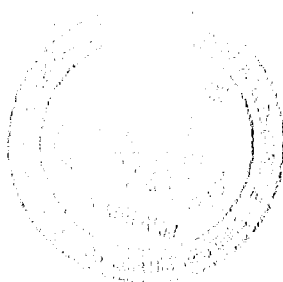
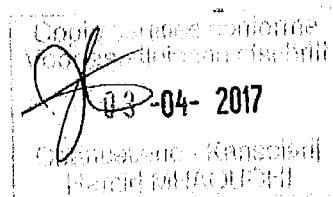
Pour la Région flamande,



Geert BOURGEOIS
Ministre-Président du Gouvernement flamand



Liesbeth HOMANS
Ministre du Gouvernement flamand en charge des
affaires intérieures, de l'intégration, du logement, de
l'égalité des chances et de la lutte contre la
pauvreté



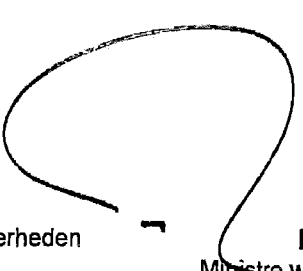
Voor het Waals Gewest,

Pour la Région Wallonne,



Paul MAGNETTE
Minister-President van de Waalse Regering

Paul MAGNETTE
Ministre-Président du Gouvernement wallon



Pierre-Yves DERMAGNE
Waalse minister bevoegd voor Lokale Overheden

Pierre-Yves DERMAGNE
Ministre wallon en charge des Pouvoirs Locaux

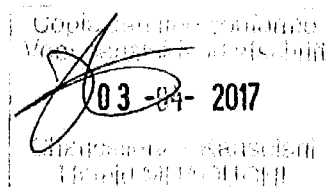
Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

Pour la Région de Bruxelles-Capitale,



Rudi VERVOORT
Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke
Regering,
bevoegd voor Plaatselijke Besturen

Rudi VERVOORT
Ministre-Président du Gouvernement de la Région
de Bruxelles-Capitale,
en charge des pouvoirs locaux



Accord de coopération entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux communautés religieuses locales reconnues de cultes reconnus, dont le ressort territorial s'étend sur le territoire de plus d'une Région.

Commentaire des articles

Art. 1. Cet article prévoit le principe de base selon lequel le fonctionnement et la tutelle relative aux établissements culturels pluri-régionaux sont soumis aux règles qui sont d'application dans la région où le bâtiment principal du culte est établi.

Art. 2. Cet article précise les obligations des communes et des provinces (ou de la Région de Bruxelles-Capitale, en vertu de l'article 83 quinquies de la loi spéciale du 12 janvier 1989) à l'égard des établissements culturels pluri-régionaux.

Art. 3. Le premier paragraphe de cet article précise que les clés de répartition relatives aux obligations des différentes administrations communales ou provinciales concernées à l'égard des établissements culturels pluri-régionaux correspondent aux clés de répartition qui ont été fixées lors de la reconnaissance de la communauté religieuse en question. Le deuxième alinéa de ce paragraphe prévoit une procédure d'avis. La commune ou la province où le bâtiment principal du culte est établi doit demander aux autres administrations communales ou provinciales concernées d'émettre un avis sur les documents de planification financière. Il peut s'agir du plan pluriannuel, du budget et de ses modifications (pour la Région flamande) ou bien uniquement du budget et de ses modifications (pour les deux autres régions). Cette obligation d'avis doit permettre d'éviter que les autres administrations concernées se trouvent tout d'un coup confrontées à des obligations, alors qu'elles n'étaient nullement impliquées dans le processus de décision préalable. Il est également prévu une sanction: une administration qui omet de solliciter les avis nécessaires, devra assumer la totalité des obligations à l'égard de l'établissement culturel visé. La charge incombant aux autres entités concernées est dès lors à charge de l'entité qui est restée en défaut. Pour ce qui concerne les comptes annuels, la seule obligation prévue consiste à informer les autres administrations. Dans ce cas-ci, il n'est pas prévu de sanction, puisque le compte annuel reflète la situation de fait et ne constitue pas un document de planification qui génère des droits et des obligations.

Le deuxième paragraphe de cet article contient un règlement dérogatoire pour les fabriques d'églises-cathédrales et les résidences archiépiscopales de l'archevêché de Malines-Bruxelles. Celui-ci instaure une simplification de la situation existante. Il n'est pas touché aux frontières de l'archevêché. En effet, c'est une décision qui ne peut être prise que par les autorités ecclésiastiques, puisque les autorités civiles ne peuvent pas se mêler de l'organisation interne d'un culte. La seule chose qui est adaptée, c'est le règlement concernant les obligations administratives et financières à l'égard des fabriques d'églises-cathédrales de l'archevêché et des résidences de l'archevêque. Au lieu de répartir les obligations, au prorata de la part de chaque acteur concerné, il n'y a à chaque fois qu'une seule Région ou province qui est rendue responsable. A partir de l'entrée en vigueur de l'accord de coopération, toutes les obligations pour la fabrique d'église-cathédrale de Malines (Saint-Rombaut) seront à charge de la province d'Anvers et toutes les obligations pour la fabrique d'église-cathédrale de Bruxelles (SS. Michel et Gudule) seront à charge de la Région de Bruxelles-Capitale. Pour les deux résidences archiépiscopales, la même règle s'applique: la totalité des obligations est respectivement à charge de la province d'Anvers et de la Région de Bruxelles-Capitale. Cela signifie donc que les clés de répartition complexes et les procédures y afférentes sont abandonnées.

Art. 4. Cet accord de coopération doit également offrir une solution pour la situation actuelle de fait, dans laquelle les budgets, les modifications budgétaires et les comptes annuels de la fabrique d'église cathédrale de Malines (Saint-Rombaut) ne sont plus approuvés. En vertu de l'article 94, §2, de la LSRI, il revient aux autorités fédérales (en la personne du Ministre de la Justice) d'approuver ces documents, mais en pratique, ce n'est pas fait. Afin de sortir de cette impasse, il est prévu que les budgets, les modifications budgétaires et les comptes annuels datant de la période entre le 1^{er} janvier 2002 et la date de l'entrée en vigueur de l'accord de coopération doivent être approuvés par le Gouvernement flamand (pour la fabrique d'église-cathédrale Saint-Rombaut de Malines) et par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale (pour celle de Bruxelles). Cette disposition doit assurer que la bonne mise en œuvre de l'accord de coopération n'est nullement entravée.

Art. 5. Cet article prévoit qu'aucune nouvelle communauté cultuelle pluri-régionale ne pourra plus être reconnue après l'entrée en vigueur de l'accord de coopération. Évidemment, il est loisible à chaque culte de déterminer sa propre organisation et d'organiser ses propres communautés religieuses. La restriction au territoire d'une seule région n'est d'application que pour les communautés religieuses qui demandent à être reconnues, et ce dès lors que la reconnaissance d'une communauté cultuelle locale entraîne des dépenses obligatoires à charge des pouvoirs publics. Il s'agit donc ici d'une simplification administrative et budgétaire : à partir de l'entrée en vigueur de l'accord de coopération, une seule autorité régionale sera concernée par le financement des communautés cultuelles locales nouvellement reconnues.

Art. 6. Cet article prévoit une entrée en vigueur rétroactive de l'accord de coopération, au 1^{er} janvier 2017. Cette rétroactivité est justifiée par un accord à ce sujet entre les 3 régions parties à l'accord ainsi que la Province d'Anvers, la Province de Brabant flamand et la Province de Brabant wallon. Un tel accord était nécessaire afin de permettre à la Région de Bruxelles-Capitale et aux Provinces précitées d'élaborer leurs budgets respectifs.

Samenwerkingsakkoord tussen het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de erkende plaatselijke geloofsgemeenschappen van de erkende erediensten, waarvan de gebiedsomschrijving het grondgebied van meer dan één gewest bestrijkt.

Artikelsgewijze bespreking

Art. 1. Dit artikel legt het basisprincipe vast dat de werking van en het toezicht op de gewestgrensoverschrijdende eredienstinstellingen onderworpen zijn aan de regels die van toepassing zijn in het gewest waar het hoofdgebouw van de eredienst gevestigd is.

Art. 2. Dit artikel bepaalt de verplichtingen van de gemeenten en provincies (of van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gezien art. 83 quinquies van het BW van 12 januari 1989) ten aanzien van de gewestgrensoverschrijdende eredienstinstellingen.

Art. 3. Luidens de eerste paragraaf van dit artikel stemmen de verdeelsleutels voor de verplichtingen van de verschillende gemeente- of provinciebesturen ten aanzien van de gewestgrensoverschrijdende eredienstinstellingen overeen met de verdeelsleutels die vastgelegd zijn bij de erkenning van de desbetreffende geloofsgemeenschap. Het tweede lid van dezelfde paragraaf voorziet in een adviesprocedure. De gemeente of de provincie waar het hoofdgebouw van de eredienst gevestigd is, moet de andere betrokken gemeente- of provinciebesturen vragen een advies uit te brengen over de financiële planningsdocumenten. Het kan gaan om het meerjarenplan, het budget en de wijzigingen daarvan (voor het Vlaams Gewest) of enkel om het budget en de wijzigingen daarvan (voor de andere twee gewesten). Die adviesplicht moet helpen vermijden dat de andere betrokken besturen plots verplichtingen opgelegd krijgen, zonder dat zij op enigerlei wijze betrokken waren bij het voorafgaande besluitvormingsproces. Er is eveneens voorzien in een sanctie: wanneer een bestuur nalaat de nodige adviezen in te winnen, moet zij alle verplichtingen ten aanzien van de beoogde eredienstinstelling op zich nemen. De lasten van de andere betrokken overheden zijn in dat geval voor rekening van de overheid die in gebreke is gebleven. Wat de jaarrekeningen betreft, is enkel voorzien in de verplichting om de andere besturen te informeren. Voor dat onderdeel is geen sanctie vastgelegd, aangezien de jaarrekening een weerspiegeling is van de feitelijke toestand en geen planningsdocument dat rechten en plichten teweegbrengt.

De tweede paragraaf van dit artikel bevat een afwijkende regeling voor de kathedrale kerkfabrieken en de aartsbisschoppelijke residenties van het aartsbisdom Mechelen-Brussel. Zij zorgt voor een vereenvoudiging van de bestaande situatie. Er wordt niet geraakt aan de grenzen van het aartsbisdom. Een beslissing daarover kan immers enkel genomen worden door de kerkelijke autoriteiten, aangezien de burgerlijke overheden zich niet mogen mengen in de interne organisatie van een eredienst. Het enige dat wordt aangepast, is de regeling in verband met de administratieve en financiële verplichtingen ten aanzien van de kathedrale kerkfabrieken van het aartsbisdom en de residenties van de aartsbisschop. In plaats van de verplichtingen te verdelen in verhouding tot het aandeel van iedere betrokken speler, wordt telkens slechts één Gewest of provincie verantwoordelijk gesteld. Zodra het samenwerkingsakkoord in werking treedt, vallen alle verplichtingen voor de kathedrale kerkfabriek van Mechelen (Sint-Rumoldus) ten laste van de provincie Antwerpen en alle verplichtingen voor de kathedrale kerkfabriek van Brussel (Sint-Michiël-en-Sint-Goedele) ten laste van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Voor de twee aartsbisschoppelijke residenties is dezelfde regel van toepassing: alle verplichtingen vallen respectievelijk ten laste van de provincie Antwerpen en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Dat betekent dus dat afgestapt wordt van de complexe verdeelsleutels en de daaraan verbonden procedures.

Art. 4. Het samenwerkingsakkoord moet tevens een oplossing bieden voor de huidige feitelijke situatie, waarin de begrotingen, de begrotingswijzigingen en de jaarrekeningen van de kathedrale kerkfabriek van Mechelen (Sint-Rumoldus) niet meer goedgekeurd worden. Krachtens artikel 94, §2 van de BWHI, is het de taak van de federale overheid (in de persoon van de Minister van Justitie) om die stukken goed te keuren, maar in de praktijk gebeurt dat niet. Om uit die impasse te geraken, is bepaald dat de begrotingen, de begrotingswijzigingen en de jaarrekeningen uit de periode tussen 1 januari 2002 en de datum van de inwerkingtreding van het samenwerkingsakkoord goedgekeurd moeten worden door de Vlaamse Regering (voor de kathedrale kerkfabriek Sint-Rumoldus van Mechelen) en door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering (voor die van Brussel). Deze regeling moet ervoor zorgen dat de goede uitvoering van het samenwerkingsakkoord op generlei wijze in het gedrang komt.

Art. 5. Dit artikel bepaalt dat na de inwerkingtreding van het samenwerkingsakkoord geen nieuwe gewestgrensoverschrijdende eredienstinstelling meer erkend kan worden. Het staat elke eredienst uiteraard vrij om zijn eigen organisatie te bepalen en zijn eigen geloofsgemeenschappen te organiseren. De beperking tot het grondgebied van één gewest is enkel van toepassing voor de geloofsgemeenschappen die vragen om erkend te worden, en zodra de erkenning van een plaatselijke eredienstgemeenschap verplichte uitgaven meebrengt die ten laste vallen van de overheid. Het gaat hier dus om een administratieve en budgettaire vereenvoudiging: vanaf de inwerkingtreding van het samenwerkingsakkoord zal slechts één gewestelijke overheid instaan voor de financiering van de nieuw erkende plaatselijke eredienstgemeenschappen.

Art. 6. Dit artikel bepaalt een retroactieve inwerkingtreding van het samenwerkingsakkoord op 1 januari 2017. Deze retroactiviteit berust op een akkoord hierover tussen de 3 gewesten die partij zijn van dit akkoord en de Provincie Antwerpen, de provincie Vlaams-Brabant en de provincie Waals-Brabant. Een dergelijk akkoord was noodzakelijk voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de voornoemde provincies om hun respectievelijke begrotingen te kunnen samenstellen.